

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

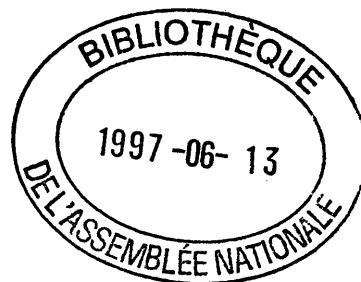
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 151

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

Présentation

**Présenté par
M. Paul Bégin
Ministre de la Justice**

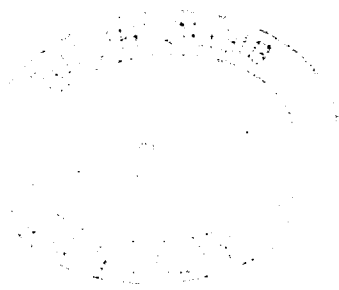


**Éditeur officiel du Québec
1997**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de réduire à au plus 270 le nombre de postes de juges de la Cour du Québec. Cette réduction du nombre de postes de juges se fera progressivement, au fur et à mesure que des juges de la Cour du Québec seront admis à la retraite ou cesseront d'exercer leur charge de juge.

Par ailleurs, ce projet de loi modifie le mode de nomination du secrétaire du Conseil de la magistrature.



Projet de loi n° 151

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 85 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifié par le remplacement de ce qui suit: «de 290» par ce qui suit: «d'au plus 270».

2. Les articles 255 à 255.4 de cette loi sont remplacés par les suivants:

«**255.** Le secrétaire et les autres membres du personnel du conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1); le secrétaire est choisi par le gouvernement parmi les avocats inscrits au Tableau de l'Ordre des avocats depuis au moins 10 ans.

«**255.1.** Le secrétaire du conseil doit, avant d'entrer en fonction, prêter le serment ou faire l'affirmation solennelle prévus à l'annexe III, devant le juge en chef de la Cour du Québec. ».

3. L'annexe III de cette loi est modifiée par le remplacement de «255.3» par «255.1».

4. Malgré l'article 1, les personnes qui, le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), sont juges de la Cour du Québec peuvent le demeurer jusqu'à ce qu'elles prennent leur retraite.

5. Le mandat du secrétaire du Conseil de la magistrature en fonction le (*indiquer ici la date qui précède celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*) prend fin à compter de la nomination du secrétaire nommé conformément à l'article 255 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, tel que remplacé par l'article 2 de la présente loi.

6. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).